

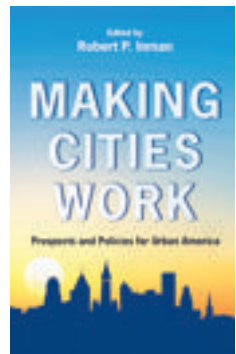
LIVRES

Grandeur et déclin des villes

Qu'est-ce qui rend une ville attractive ? Les pouvoirs publics doivent-ils s'en mêler ou pas ? Trois livres stimulants en anglais proposent des réponses contrastées.

MAKING CITIES WORK Prospects and Policies for Urban America

sous la direction de Robert P. Inman
Princeton University Press, 2009,
382 pages.



La ville est familière. Mais elle demeure un mystère. Pourquoi vouloir vivre les uns à côté des autres, au risque de l'exaspération mutuelle, de la criminalité, de la congestion ? Pourquoi certaines villes connaissent-elles la

croissance et d'autres la déchéance ? C'est cette deuxième interrogation qu'abordent d'éminents spécialistes américains des questions urbaines réunis dans un collectif savant et percutant.

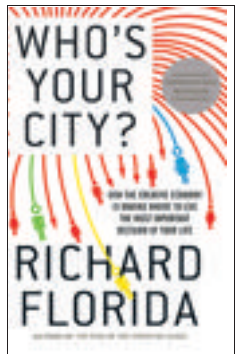
L'essentiel est d'accompagner le passage d'une ville industrielle à une ville de services, ce qu'ont réussi New York et Chicago, mais ce que n'ont pas pu Buffalo ou Detroit. Il faut, à cet effet, de la densité (pour la forme urbaine) et des cerveaux (pour le capital humain et l'innovation). Plus les villes sont à capital humain élevé (mesuré par la proportion des personnes issues de l'enseignement supérieur) plus elles réussissent. Les politiques de mobilité doivent permettre l'alchimie des qualifications dans une localisation. Le soutien, par les autorités, à la création de services et d'aménités ne sert pas à grand-chose. Théâtres, restaurants, bars, magasins sont une des conséquences de l'attractivité et non un de ses ressorts. Il ne sert à rien d'aménager des centres-villes accueillants, si ne sont pas d'abord attirés des résidents prêts à consommer. Pour devenir des centres de production, d'innovation et de consommation, les villes doivent retenir et attirer les diplômés.

À la fin des années 1960, d'autres spécialistes de l'urbain, emmenés par James Q. Wilson s'intéressaient à « l'énigme métropolitaine ». Ils cherchaient à remédier à la crise des villes. Les politiques devaient organiser des aménagements. La mécanique n'a pas été bénéfique aux grandes villes, où se concentrent encore la pauvreté et les tensions sociales. Nos auteurs développent une idée opposée. Ils plaident pour des stratégies locales favorables aux personnes et aux entreprises. Les questions urbaines sont mieux traitées à partir des demandes de marché que des préférences des planificateurs.

Cet ouvrage à dix auteurs, mêlant accessibilité et rigueur des argumentations, plaide pour une intrusion minimale des pouvoirs publics dans l'économie locale. Le propos pourrait se résumer de la sorte : les États n'ont pas à s'occuper des villes. De quoi tressaillir en France.

WHO'S YOUR CITY ? How the Creative Economy is Making Where to Live the Most Important Decision of Your Life

par Richard Florida
New York, Basic Books, 374 pages.



Professeur d'urbanisme à Toronto et père du concept de « classe créative », Richard Florida fait partie des penseurs internationaux en vogue. Il caractérise la classe mais aussi la ville « créative » par une règle de

trois T : technologie (des idées, des universités), talent (des gens compétents, innovants), tolérance (des positions ouvertes à l'immigration, aux différences).

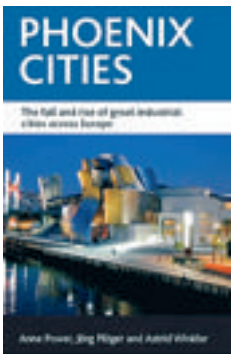
Il s'intéresse à ce qu'il appelle les « mega régions », de grands espaces métropolitains de 5 à 100 millions d'habitants agglomérés. Les dix premières rassemblent 6 % de la population mondiale, 43 % de l'activité économique, 57 % des brevets et 53 % des scientifiques. Florida décrit de nouvelles bases géographiques pour l'économie, à rebours des prédictions relatives à l'effacement des territoires et à l'aplatissement du monde. Féroce de cartographie originale, Florida montre les hauts pics de la spécialisation planétaire. Il souligne des concentrations de plus en plus élevées, car les talents et la créativité sont localisés avant d'être connectés. L'attractivité des villes, la croissance, l'innovation et la prospérité, passeront principalement par la présence de la « classe créative » et, partant, par la capacité à attirer des talents de haut niveau. Ceux-ci alimentent l'activité culturelle et scientifique, tout en aimantant encore de nouveaux talents.

L'ouvrage se veut aussi guide personnel pour les Américains, afin que chacun puisse choisir (comme dans un magazine) la ville où il fera bon vivre pour lui, en fonction de son âge, de ses aspirations et de ses orientations personnelles (notamment sexuelles).

Avec de la légèreté et des données, Florida propose une analyse originale. Les jaloux y décèleront des faiblesses (sur l'hétérogénéité de la classe créative, sur la rapidité de certaines affirmations). Il ne faut pas boudier pour autant son plaisir. Comme l'écrivait l'un des tenants du « Public Choice », Charles Tiebout, repris par Florida, les gens vont toujours davantage « voter avec leurs pieds » en déménageant vers des sites à la fois moins pressurés (fiscalement) et surtout à offres adaptées. La leçon est vraie pour toutes les mega régions, dont le Grand Paris, qui sont en compétition globale pour attirer entrepreneurs et innovateurs.

PHOENIX CITIES The Fall and Rise of Great Industrial Cities across Europe

par Anne Power, Jörg Plöger and Astrid Winkler,
Policy Press, 2010, 432 pages.



Cet ouvrage, nourri d'études de cas, intéressera principalement les hommes de l'art. Il traite de ces « géants industriels », devenus au cours des années 1970 des « zones dévastées », après avoir dominé leur économie nationale,

voire, dans certains cas, l'économie mondiale. Sur le temps d'une génération, ce sont parfois les trois quarts des emplois manufacturiers qui ont été détruits, laissant des friches désolées, appauvrissant des communautés, conduisant à des exodes de population et au renforcement de la ségrégation. Les trois auteurs, issus de la London School of Economics, se penchent sur les dynamiques urbaines de déclin et de rétablissement, dans sept grandes villes européennes (Leipzig, Brême, Sheffield, Belfast, Bilbao, Turin, Saint-Étienne), au regard de quelques incursions comparatives dans le contexte américain. Selon nos spécialistes des études urbaines, l'investissement public a autorisé des reprises et des mutations positives, à un rythme probablement plus rapide que ce qu'ont connu (et ce que vivent encore actuellement) des villes américaines aux profils comparables.

Les sept cas européens montrent une capacité de « résilience » face à la désindustrialisation. L'analyse insiste sur l'importance et la pertinence des dépenses publiques consacrées aux infrastructures ou à la formation des habitants. Des programmes sociaux ont contenu les problèmes ; des soutiens aux établissements de formation ont autorisé l'innovation et l'ajustement des compétences des habitants. La restauration physique des espaces (avec reconquête des centres et développement des transports publics) s'est accompagnée d'une limitation des inégalités. Ces deux points distinguent nettement les deux côtés de l'Atlantique, puisqu'aux États-Unis (marqués de fait par une crise plus intense et plus longue) les situations sociales ont continué à se polariser.

Les sept « success stories » (relatives) sur lesquelles s'appuie l'ouvrage autorisent une célébration de l'intervention publique. Elles montrent surtout, comme le titre de ce travail le suggère, que les villes peuvent renaître de leurs cendres. Elles ont maintenant, en Europe comme aux États-Unis, à gérer le défi de modes de vie nouveaux dans un monde que l'on veut « post-carbone ».

JULIEN DAMON, PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES PO (MASTER D'URBANISME).

CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES PAR FRANÇOISE BENHAMOU

Le tsunami du livre numérique

À fermer ses portes, on n'a cessé de gloser sur le livre numérique. Deux paradoxes en ressortent : le numérique détermine les stratégies éditoriales alors que son marché est encore quasi inexistant, de moins de 1 % du chiffre d'affaires de l'édition en France ; la valeur dans l'univers numérique échappe en partie aux créateurs et à la filière de production à laquelle ils appartiennent. Certains maillons de cette filière sont particulièrement menacés : impression, stockage physique, librairie de proximité, et même des segments de l'activité d'édition, lorsque la perte de centres de profit déséquilibre la maison tout entière.

Le combat le plus âpre se joue déjà entre deux géants, Amazon et Apple, dont aucun n'est éditeur, mais qui déploient des stratégies d'intégration verticale, de la vente du matériel à la vente des contenus. Amazon vend les livres numériques à perte, avec des politiques de prix focaux (9,99 dollars) pour les nouveautés. Apple s'appête à composer avec le souci des éditeurs de maintenir une plus grande variété de prix. Tous deux tablent sur la complémentarité des formes de l'écrit, proposant des journaux, produits d'appel et d'accoutumance à l'usage régulier de la machine.

À côté de ces deux géants, Google se tient en embuscade pour proposer sa librairie en ligne (Google Edition) et sa bibliothèque numérique, d'une richesse qui provient de la numérisation à marche forcée de fonds pour lesquels le groupe ne s'est pas embarrassé de respecter la propriété intellectuelle. La perte de plusieurs procès n'affaiblit pas tout à fait une stratégie avant tout fondée sur la séduction de l'effet de masse de l'offre proposée, et sur la qualité du moteur de recherche, aujourd'hui inégalée.

En face, les éditeurs français numérisent leurs fonds avec l'aide du ministère de la Culture - une aide qui risque de donner naissance à des effets d'aubaine. Il est vrai qu'en l'absence d'une offre assez importante le marché ne saurait décoller. Mais l'offre ne peut résulter de la seule transposition du livre papier. La maturité des usages conduira à des exigences qui ne se satisferont pas de quelques fonctionnalités nouvelles. Les budgets de recherche et développement sont limités dans l'édition, et considérables dans les télécoms. L'éditeur traditionnel peut craindre ces nouveaux entrants, positionnés en précurseurs de formes éditoriales plutôt qu'en éditeurs, mais qui pourraient eux aussi s'arroger une part de la valeur.

Le marché du livre numérique se traduira par une fragmentation de

l'offre. Les modalités d'achat vont se diversifier. Abonnements, bouquets, ventes par chapitres coexisteront avec les achats à l'unité. Certains aspects du conseil et de la prescription vont échapper au libraire. Cela questionne les fondements de la régulation à ce prévalu jusque-là, la loi Lang interdisant le discount au-delà de 5 % afin de préserver la diversité éditoriale par la vitalité du réseau des détaillants.

C'est toute une filière qui doit être repensée. La triple faute du secteur musical est présente dans toutes les têtes : une offre insuffisante, des prix dissuasifs, des verrous antipiratage coûteux et inefficaces. Pour le livre numérique, le différentiel de taux de TVA (19,6 % pour le numérique, contre 5,5 % pour le livre papier, au prétexte que le papier est un bien et le numérique un service) constitue un handicap que la musi-

« Qui remarque l'absence d'un inconnu ? ». Sur le Net, cette question demeure plus pertinente que jamais.

que n'a pas eu à affronter.

Un enjeu majeur sera de disposer, en aval des plates-formes des éditeurs, d'une sorte de hub qui permette au détaillant d'accéder sans surcoûts de recherche à l'ensemble de la production disponible. Il faut aussi construire de nouvelles conditions d'accès, des cheminements destinés aux acheteurs-lecteurs, complémentaires de ceux que dessinent des communautés ou des sites spécialisés, qui permettent que l'infinie diversité de l'offre que l'on peut espérer sur le Net ne reste pas un vain mot.

On nous promet un effet « longue traîne » : une vraie diffusion pour les livres au tirage jusqu'alors confidentiels, et la résurrection de titres disparus. Faut-il encore que le consommateur ait connaissance de ces titres oubliés. Il y a quelques années, Jérôme Lindon, qui dirigea les Éditions de Minuit et dont la figure tutélaire plane encore sur le monde éditorial, voyant le star-system se déployer dangereusement, se demandait à propos des auteurs les plus difficiles : « Qui remarque l'absence d'un inconnu ? » Sur le Net, cette question demeure plus pertinente que jamais.

Françoise Benhamou est professeur à l'université Paris-XIII.

L'inondable malheur français

« L'Etat de l'opinion 2010 », publié comme chaque année par TNS Sofres, tente cette fois de percer le mystère de l'exception psychologique française.

L'ÉTAT DE L'OPINION 2010

Les grands sondages de TNS Sofres, présentés par Olivier Duhamel et Brice Teinturier.
Editions du Seuil, 250 pages, 29 euros.



avec la crise, qui « a mis tout le monde d'accord ». Mais la sortie de crise risque de le faire réapparaître, analyse Emmanuel Rivière, car « divers indicateurs feront conclure aux uns que la crise est derrière nous, tandis que, pour les autres - l'opinion -, le bon indicateur serait une résorption du chômage, laquelle se fera attendre plus longtemps ». Le paradoxe de Nicolas Sarkozy réformateur serait, justement, de ne pas pouvoir résorber, lui qui avait si bien su le faire en 2007, ce vieux et « grand malentendu » entre les dirigeants politique et le peuple.

Précédant celles consacrées à l'économie (avec un intéressant article sur « les salaires et la crise ») à la société (axée sur la santé des Français), la partie politique de cet ouvrage de synthèse de l'opinion tente

de percer, au-delà de la relation ambivalente des Français avec l'idée de réforme, le mystère d'un pessimisme national qui demeure un cas parmi l'ensemble des pays développés. « Une gangue dans laquelle la société française est enfermée depuis des années », écrit Brice Teinturier, directeur général de TNS Sofres, qui en relève quelques-unes des raisons, notamment celle-ci : « 45 % des Français sont nés après 1974 et le premier choc pétrolier et n'ont connu que la crise. »

Reste que les explications rationnelles, qu'elles soient collectives ou individuelles (niveau de vie, cadre de vie, degré de satisfaction dans sa vie de conjoint ou de parent...), ne suffisent pas à élucider une exception psychologique française « mystérieuse par sa profondeur », convient Brice Teinturier dans sa contribution sur « les Français et le bonheur intérieur brut ». Pas même quatre facteurs propres que sont l'inquiétude face à la mondialisation, l'hypothèque pesant sur le financement des retraites, la longue incapacité de la gauche à réhabiliter la foi dans le progrès, le sentiment d'iniquité.

JEAN-FRANÇOIS PÉCRESSE

LA REVUE DU JOUR

L'e-mail, un outil de management bientôt archaïque



Le propos. « Ceux qui trouvaient que le monde allait trop vite vont être servis ! » Après s'être penchée à l'automne sur les petites et grandes innovations, la revue « Sociétal » consacre son dossier de printemps à l'impact des innovations technologiques sur le management. Derrière ce qui ressemble à un discours qu'on nous rabâche en permanence, Matthieu Courtecuisse, directeur général du cabinet Sia Conseil, voit purement et simplement la disparition du « middle management » (l'encadrement intermédiaire). En restant évasif sur la manière dont cette transformation va se produire, le consultant décrit la capacité des générations montantes à être « multitâche » et « multicanal », balayant les habitudes des générations nées avant les années 1970. La rupture entre les outils d'entreprise d'aujourd'hui et les usages de plus en plus high-tech dans la sphère des particuliers ne sera pas tolérée très longtemps, selon lui... et, dans quelques années, on trouvera l'e-mail aussi archaïque que le fax aujourd'hui.

La citation. « Le saule pleureur, voilà la forme de l'entreprise de 2020, qui n'a de tristesse que dans le nom. Une structure qui donnerait plus d'indépendance à chacun, en évitant les doublons d'une hiérarchie trop verticale », écrit Romain Limouzin, lauréat du prix de l'entreprise de 2020.

J.-M. CO
« Management de l'après-crise ou crise de l'après-management ? », « Sociétal », 2^e trimestre 2010, n° 68, 160 pages, 16 euros.